Centre de coopération
internationale
en recherche agronomique
pour le développement

Systèmes d'activités, organisations et valorisation des produits agricoles en Polynésie française

(Étude SOVAL)

1 - Mise en route de l'étude
Lancement et suivi de l'enquête aux îles Marquises

Vincent BARON
Bruno LOSCH
Août 2002

CIRAD-Tera n°36/02

Contrat de développement 2000-2003 - CONVENTION CADRE N° 42-01 - État - Polynésie française - Cirad

Sommaire

I. Le contexte général de l'étude : la ruralité et les défis de la Polynésie française 3

II. Les objectifs de l'étude et son organisation 6

1 La demande initiale et son évolution 6
2 La proposition retenue 7

III. La mise en œuvre de l'étude 7

1 État d'avancement des travaux à la mi-août 2002 7
1.1 Le volet « organisations » 7
1.2 Le volet « Marquises » 7
2 Le dispositif d'enquêtes du volet Marquises 9
2.1 L'enquête aux Marquises 9
2.2 L'enquête à Tahiti 9
Annexe 1 : Systèmes d'activités, organisations et valorisation des produits agricoles en Polynésie française (SOVAL). Proposition d'étude 11
1 Le contexte 11
2 Objectifs du programme 11
3 Les travaux disponibles 12
4 La proposition d'intervention 12
5 La composition de l'équipe 13
Annexe 2 : Contacts 14
1 Contacts réalisés durant la mission de Bruno Losch du 22 au 27 novembre 2001 14
1.1 Ministère de l'agriculture (Minagri) : 14
1.2 Chambre d'agriculture, de l'élevage et de la pêche lagonnaire (CAEPL) : 14
1.3 Organisations professionnelles : 14
1.4 Formation : 14
2 Contacts réalisés durant la mission de Bruno Losch du 11 au 23 mai 2002 15
2.1 Ministère de l'agriculture (Minagri) : 15
2.2 Ministère de l'économie, des finances et du plan (Minefp) : 15
2.3 Formation : 15
2.4 Contacts durant la mission à Ua Pou (Îles marquises): 15
3 Contacts réalisés durant la mission de Bruno Losch du 27 juillet au 6 août 2002 15
3.1 Ministère de l'agriculture et de l'Élevage (MAE) : 15
3.2 Vice-présidence du gouvernement : 16
4 Contacts durant la mission à Hiva Oa (Îles Marquises) : 16
Annexe 3 : Programmes des missions 17
1 Déroulement de la mission du 22 au 27 novembre 2001 17
2 Déroulement de la mission du 11 au 23 mai 2002 18
3 Déroulement de la mission du 27 juillet au 6 août 2002 19

L'étude sur les systèmes d'activités, les organisations et la valorisation des produits agricoles (Soval) s'inscrit dans les activités prévues par la convention-cadre entre l'État, le gouvernement de la Polynésie française et le Cirad.

Elle a été définie à l'occasion d'une première mission d'identification et de discussion avec le service du développement rural (SDR) du ministère de l'agriculture effectuée par Bruno Losch, chef du programme Agricultures familiales du Cirad-Tera du 22 au 27 novembre 2001 avec l'appui de Vincent Baron, délégué du Cirad en Polynésie française.

La proposition d'étude du Cirad issue de ces échanges a été approuvée et retenue au titre du programme 2002 par le comité de suivi de la convention-cadre réuni le 18 décembre 2002.

Une deuxième mission a été réalisée du 11 au 23 mai 2002 pour mettre en route l'étude et plus particulièrement le dispositif d'enquêtes aux îles Marquises. La troisième mission a été conduite du 27 juillet au 6 août 2002. Non prévue initialement sous cette forme, elle a permis d'assurer le suivi des enquêtes aux Marquises et d'amorcer les travaux de traitement des données et d'analyse des résultats (cf. récapitulatif des contacts réalisés et programme des missions en annexe).

I. Le contexte général de l'étude : la ruralité et les défis de la Polynésie française

Avec 219 500 habitants en 1996 (235 000 estimés en 2001), la Polynésie française est marquée par un taux d'urbanisation élevé et une forte concentration de sa population dans les îles du Vent (74,1%) et plus particulièrement Tahiti (68,7%) où se situe la capitale du territoire : Papeete (115 800 habitants pour l'agglomération soit 52,7% de la population totale)[1].

Elle a largement entamé sa transition démographique puisque la croissance annuelle de sa population est aujourd'hui de 1,9% ; cependant les moins de 20 ans représentent près de 45% de l'effectif total (contre 26% en métropole).

Ces rappels sur les données du peuplement sont utiles pour mieux préciser les défis du territoire. En effet, la croissance économique, après avoir été longtemps tirée par la présence du CEP (Centre d'expérimentation du Pacifique, fermé en 1996), doit trouver un nouveau souffle et passer d'une « économie de rente » à une économie de production de biens et services, intégrée et ouverte sur son environnement extérieur et en mesure de reconquérir son espace intérieur afin de lutter contre la macrocéphalie de Tahiti.

L'État accompagne cette période de transition dans le cadre de la *Convention pour le renforcement de l'autonomie économique* signée en 1996 avec le Territoire et il a créé le Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française. Parallèlement, le gouvernement territorial a engagé une démarche de réflexion prospective pour guider son action avec la mise en place d'une mission d'évaluation et de prospective[2]. Celle-ci a rendu ses conclusions fin 2000 et met en avant l'objectif d'un développement durable dont elle détaille les différentes conditionnalités, tant sur les plans institutionnel et économique qu'environnemental, social et culturel.

[1] Communes de Mahina, Arue, Pirae, Papeete, Faa, Punaauia et Paea correspondant à la strate « Tahiti urbain ». Sauf indication contraire, les données démographiques sont issues du recensement général de la population de 1996.

[2] Mission d'évaluation et de prospective, 2001, *1. rapport d'évaluation ; 2. rapport de prospective*. Présidence du Gouvernement de la Polynésie française, Papeete. Cités sous les références Mep1 et Mep2 dans le texte.

La question centrale pour la Polynésie française apparaît bien aujourd'hui comme celle des moteurs de la croissance économique et du développement qui permettront de répondre au défi de l'emploi des jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Le taux de chômage lors du RGP de 1996 se situait à 13%, soit 11 500 personnes (sur une population de 87 000 actifs totaux), et « *en dehors de la satisfaction des demandeurs existants, il faudra créer 20 000 emplois nouveaux dans les dix prochaines années* » [Mep1, p.19]

Le tourisme et l'exploitation des produits de la mer apparaissent comme des secteurs stratégiques qui pèsent déjà de tout leur poids dans l'économie et qui devraient pouvoir connaître une croissance soutenue. Mais l'agriculture, l'élevage et la pêche lagonnaire[3], longtemps considérés comme un secteur « résiduel », issu de la première phase de mise en valeur du territoire (la période coloniale et l'avant CEP), occupent aussi une place importante dans l'économie et la société de la Polynésie française.

Car s'ils ne contribuent que pour une faible part au produit intérieur brut et au commerce extérieur, loin derrière le tourisme, la production perlière et la pêche hauturière[4], ils n'en conservent pas moins un rôle majeur dans le fonctionnement de l'économie locale dans la mesure où une part significative des productions est autoconsommée ou fait l'objet d'échanges non monétaires.

Plusieurs travaux récents ont en effet révélé que le secteur agricole, dans son acception large, « pesait » beaucoup plus que sa simple expression comptable dans les grands agrégats économiques, ou encore que dans la représentation que s'en font certains responsables politiques.

L'étude sur la commercialisation et la consommation des produits vivriers, horticoles et fruitiers réalisée par le Cirad et le SDR en 1999-2000 a permis de montrer que l'autoconsommation représente entre 40 et 90% de ces productions (68% pour les fruits, 40% pour les légumes et 90% pour les vivriers), ce qui correspond à une valeur de la production agricole finale proche des 16 milliards de XPF contre 6 milliards pour la production agricole marchande et place l'agriculture directement derrière le tourisme et la production perlière.

L'étude sur le budget des familles (EBF) réalisée par l'ISPF en 2000-2001 [Ispf 2002] a mis en évidence et confirmé l'ampleur du phénomène d'autoconsommation qui atteint 21 milliards de XPF, soit 7,6% de l'ensemble des ressources des ménages de toute la Polynésie française et 11,5% de leurs dépenses, avec des taux qui augmentent fortement dans les archipels éloignés, en particulier les Marquises (respectivement 15,6% et 22,7%) et les Australes (18,6% et 27,1%). Cette autoconsommation est dominée à 82,3% par les produits alimentaires (97,7% aux Marquises et 85,6% aux Australes) dont l'origine se répartit principalement comme suit : 43,3% pour les produits de la pêche ; 40,1% pour les dons en nature[5] et 13,4% pour les produits issus du fa'aapu (ie., les parcelles cultivées).

Ces résultats révèlent un phénomène pourtant largement inscrit dans les pratiques économiques et sociales polynésiennes, à savoir la relation directe ou indirecte à la terre ou à la mer : à l'exception des ménages d'immigration récente, sans liens avec des familles ayant

[3] En Polynésie française, la pêche hauturière et côtière sont dotées d'un ministère à part entière ; alors que la pêche lagonnaire relève de la compétence du ministère de l'agriculture.
[4] Les produits perliers représentent à eux seuls 80% des exportations. Les exportations en valeur hors perles se répartissent comme suit : 40% pour les produits de la pêche, 23% pour le noni, 12% pour les produits du coprah (8% pour l'huile et 4% pour le monoï), 9% pour la fabrication de bateaux de pêche, 4% pour les nacres et 3,5% pour la vanille [Ieom 2001].
[5] Produits alimentaires donnés par un ménage à un autre.

un accès même partiel aux ressources foncières, et des ménages à hauts revenus[6], tous bénéficient, à des degrés divers, de l'exploitation des ressources du milieu naturel.

Ainsi, les activités rurales marchandes et non marchandes (agriculture, élevage, pêche, mais aussi chasse, cueillette et artisanat à vocation utilitaire, touristique ou artistique) jouent un rôle important : elles contribuent, à titre principal ou non, aux revenus des ménages ; elles fournissent des emplois à temps plein ou partiel ; elles structurent le tissu rural et permettent tout à la fois une gestion des ressources et le maintien de la population.

Ce constat invite à revisiter la place, le rôle, le statut et le type d'appuis à accorder aux activités agricoles et rurales. En effet, si les revenus qu'elles génèrent dépassent largement la valeur des seules productions commercialisées, cela signifie également que les populations concernées ne se limitent pas aux 6 217 exploitants du recensement général de l'agriculture (RGA de 1995) et 10 888 actifs agricoles en 1996 (tableaux de l'économie polynésienne, ITSTAT 1998), soit 14,6 % de la population active employée, mais intègrent également celles qui n'ont qu'une partie de leurs activités en lien avec l'exploitation du milieu.

La réflexion sur le développement des activités rurales ne peut donc se limiter aux seules exploitations spécialisées dans l'agriculture, ni se limiter à une vision strictement sectorielle. Car, dans cette hypothèse, les perspectives de contribution des activités rurales à la résolution des défis du territoire seraient réduites.

En effet la Polynésie française connaît les handicaps structurels des économies insulaires auxquels s'ajoutent ceux de l'Outre-mer français : faiblesse du marché intérieur, coût du travail, surcoûts liés à l'absence d'économies d'échelle et à l'éloignement. Ils sont même renforcés par l'éclatement géographique du territoire et la superficie réduite des terres utilisables.

Les perspectives de marchés existent mais elles restent limitées : accroissement de la demande locale en produits frais (correspondant à l'évolution démographique) ; substitution à certaines importations alimentaires[7] ; « niches » à l'exportation pour quelques produits et qualités spécifiques. Elles pourraient toutefois être facilement assurées par quelques exploitations intensives et à haut niveau technique, ce qui ne ferait que renforcer un clivage déjà marqué entre deux agricultures : une agriculture à logique de type marchand et « *une agriculture sociale fonctionnant sur la base d'une logique traditionnelle d'autosubsistance ou de revenus d'appoint essentiels pour toute une population laissée à l'écart des autres sources de revenus et d'activités* » [Mep1, p.66].

Or, en regard des défis du territoire, la stratégie de développement agricole doit sortir de ce dualisme. Considérer « *l'emploi comme une priorité* » implique de dépasser le seul objectif productif et d'aborder le secteur dans toute sa diversité, en intégrant notamment la pluri-activité qui caractérise la plupart des ménages agricoles et ruraux, ainsi que de « *reconnaître la multifonctionnalité de l'agriculture* » et « *son triple rôle économique, social et environnemental, de façon équilibrée* » [Mep2, p. 99].

Cette réhabilitation des activités agricoles insérées dans la pluri-activité rurale apparaît comme une option majeure tant dans la perspective du développement économique d'ensemble que dans celle du rééquilibrage du territoire et du développement des archipels voulus par le gouvernement.

[6] Et encore, les modes de vie et les pratiques sociales ne les excluent pas totalement de l'accès ni ne les détournent des produits locaux.

[7] Par exemple de l'ordre de 6 000 tonnes de fruits et légumes frais sont importés chaque année [Cirad, SDR, 2001]. Une partie de ces importations pourraient être remplacée par les productions locales.

Elle implique plusieurs thèmes d'action qui ont été développés par la mission évaluation et prospective [Mep2, pp. 98-108], notamment :

- une plus grande maîtrise et fiabilité de l'information : en améliorant les connaissances sur les structures d'activités, le fonctionnement des unités de production, les volumes récoltés, les coûts de production et les circuits commerciaux ;
- une meilleure structuration des filières de production : par l'organisation des agriculteurs et de la profession agricole, préalable au soutien aux initiatives locales et sectorielles ;
- l'amélioration de l'organisation des marchés : en favorisant la concertation entre les différents agents économiques.

II. Les objectifs de l'étude et son organisation

1 La demande initiale et son évolution

Les premières discussions entre le SDR et le Cirad ont mis en avant l'intérêt d'investir le thème de l'organisation des producteurs ruraux et de la profession agricole.

En effet, l'étude conjointe réalisée sur la commercialisation et la consommation des vivriers, des fruits et légumes avait révélé l'ampleur des dysfonctionnements liés à une mauvaise organisation des filières et des marchés mais aussi, en amont, au déficit d'organisation des producteurs ou, pour le moins, au mauvais fonctionnement des organisations formelles existantes.

Les organisations en Polynésie française sont nombreuses, qu'il s'agisse d'organisations à vocation économique (coopératives, GIE, associations) ou d'organisations représentatives (syndicats). Pourtant l'impression partagée par la plupart des opérateurs est que ces organisations fonctionnent mal. Nombreuses sont celles qui n'ont pas d'existence effective, qui sont paralysées par des difficultés de gestion ou encore celles dont la base d'adhérents est trop réduite ou démotivée. Par ailleurs, la Chambre d'agriculture, de l'élevage et de la pêche lagonnaire (CAEPL), qui possède un statut d'établissement public et non pas consulaire, a connu au cours des dernières années un fonctionnement parfois chaotique qui accroît les difficultés de concertation au sein du secteur agricole.

Il est donc apparu utile de dresser un bilan des dynamiques organisationnelles existantes en Polynésie française, en adoptant une perspective historique sur la mise en place des différentes structures à vocation économique ou représentative permettant de mieux comprendre les difficultés actuelles. L'objectif étant non pas une évaluation mais plutôt un état des lieux permettant de mettre en évidence les points de blocage, les handicaps mais aussi les potentiels et les pistes d'évolution. Il a été retenu le principe d'un investissement privilégié sur les îles du Vent, qui concentrent environ 55% de la production du territoire et sont le siège des principales organisations et structures professionnelles.

Les discussions ultérieures ont toutefois pointé l'intérêt qu'il y aurait à mettre en perspective ce diagnostic avec une analyse compréhensive d'une situation locale en partant du constat du fréquent décalage entre les représentations et les réalités des producteurs ruraux. L'approche simultanée du diagnostic sur les organisations d'une part et du diagnostic d'une situation locale d'autre part avait pour vocation de tirer quelques leçons à caractère plus général sur les voies et moyens d'une structuration et d'un appui plus efficaces dans une perspective de développement local et sectoriel.

Le principe a donc été retenu de mener simultanément une étude sur les systèmes de production et plus globalement les systèmes d'activités, l'organisation des producteurs, la commercialisation et la valorisation des productions dans un archipel éloigné du territoire. Le choix a alors porté sur l'archipel des Marquises, distant de 1 400 km de Tahiti et peuplé de 8 100 habitants (3,7% de la population de la Polynésie française). Ce choix était justifié du point de vue du SDR par un déficit d'informations actualisées sur les dynamiques agricoles et rurales de l'archipel.

2 La proposition retenue

La proposition faite par le Cirad et validée en comité de suivi (*cf.* annexe) a ainsi porté sur la réalisation d'une étude intitulée « systèmes d'activités, organisations et valorisation des production en Polynésie française » (Soval) comportant deux volets articulés :

- l'un sur la réalisation d'un diagnostic des organisations professionnelles en Polynésie française, axé plus particulièrement sur les îles du Vent ;
- l'autre sur l'étude des systèmes d'activités et des dynamiques de valorisation des productions aux îles Marquises.

Ces deux volets mobilisent deux experts du Cirad en mission, le second comprenant également le recours à des stagiaires encadrés par l'équipe Cirad. En effet, la nécessité d'investir en détail les systèmes d'activités marquisiens impliquait une durée d'enquête et donc un temps de séjour importants pour lesquels la formule du stage apparaissait la plus adaptée. Deux séries de stages ont été retenues : l'une sur site, aux îles Marquises, pour une durée de cinq mois, en ayant recours à des étudiants en fin d'étude du Cnearc (Centre national d'études en régions chaudes) ; l'autre à Tahiti, destinée à analyser les échanges de produits marquisiens en s'intéressant plus particulièrement aux transferts familiaux, et mobilisant des étudiants de l'Université de la Polynésie française.

Il a été convenu que les deux volets de l'étude feraient l'objet d'un rapport séparé mais qu'une présentation synthétique de l'ensemble des travaux serait réalisée dans l'optique d'une restitution et d'une discussion générale de l'étude.

III. La mise en œuvre de l'étude

1 État d'avancement des travaux à la mi-août 2002

1.1 Le volet « organisations »

Le calendrier initial avait prévu la réalisation de l'état des lieux des organisations professionnelles aux îles du Vent au cours du mois de juillet 2002. Des contraintes au sein de l'équipe du Cirad ont conduit à reporter cette phase d'investissement en octobre 2002. Le comité de suivi de la convention-cadre du 4 juillet a accepté cette modification de la programmation.

1.2 Le volet « Marquises »

La mise en route de l'étude Soval aux îles Marquises a eu lieu en mai 2002 avec l'installation d'un stagiaire Cirad-Cnearc – Xavier Talem – pour une durée de cinq mois.

Le dispositif initialement envisagé avec deux stagiaires, l'un pour le groupe Sud et l'autre pour le groupe Nord des îles de l'archipel, n'a pu être retenu pour des raisons de logistique et de coûts. En effet, les coûts unitaires d'hébergement et de transport dans les différentes îles ainsi que les difficultés des liaisons entre certaines d'entre-elles ont conduit à se limiter à un seul stagiaire et à concevoir des séjours successifs dans les six îles habitées de l'archipel.

X. Talem a débuté son séjour en Polynésie française le 1er mai et, après deux semaines de documentation et de premiers contacts à Papeete, le travail de terrain aux Marquises a été engagé le 15 mai avec une mission de mise en route réalisée conjointement avec Bruno Losch et Vincent Baron à Ua Pou.

Cette mission a permis d'introduire le travail d'enquêtes auprès des responsables locaux (municipalité, services techniques) et de réaliser un travail préparatoire sur le dispositif de collecte de données : conception du questionnaire, test, premières enquêtes.

Fin juillet, environ 150 enquêtes par entretiens semi-directifs avaient été réalisées à l'occasion de séjours à Ua Pou (trois semaines), Nuku Hiva (trois semaines), Ua Huka (deux semaines) et Hiva Oa (trois semaines). Les îles de Fatu Hiva et Tahuata seront étudiées au cours du mois d'août. L'échantillon a été choisi en dressant, île par île, une liste d'agriculteurs avec les techniciens du SDR, complétée par des entretiens avec des personnes ressources (municipalités, autres services techniques, associations).

Initialement, un appui direct d'un enseignant-chercheur du Cnearc avait été envisagé. Il n'a pas pu être mis en œuvre à cause de contraintes financières de l'établissement. Un appui à l'occasion de la réalisation du volet « organisations » qui avait été retenu dans un second temps n'a pas été possible du fait du report de cette phase d'étude. Une mission de suivi a toutefois pu être réalisée par Bruno Losch fin juillet en prolongement d'un voyage dans la région. Ce passage sur la zone d'étude a permis de participer aux enquêtes mais surtout de dresser un premier bilan de l'avancement des travaux, des premiers résultats et de préparer les modalités de traitement des données.

Parallèlement un travail d'enquête auprès des familles marquisiennes de Tahiti a été engagé avec un stage d'étudiant de l'UPF – Saïdi Garbutt (niveau licence et préparation d'une maîtrise de géographie) – et non pas deux comme envisagé, faute d'étudiants disponibles. Les travaux se déroulent sur les mois de juillet et août et les enquêtes n'ont pu débuter que très progressivement du fait de la difficulté de mise en œuvre. En effet, faute de base de sondage concernant les populations originaires des archipels, le dispositif ne peut reposer que sur l'identification de réseaux et le repérage des ménages par relations en cascade.

Les premiers résultats des enquêtes aux Marquises et à Tahiti seront confrontés début septembre. Une restitution d'étape avant dépouillement complet, qui sera réalisé au Cirad Montpellier, sera effectuée auprès du SDR mi-septembre avant le départ de X. Talem.

2 Le dispositif d'enquêtes du volet Marquises

2.1 L'enquête aux Marquises

L'enquête repose sur :

- une série d'entretiens avec des personnes-ressources permettant d'aborder la problématique du développement agricole et rural de chaque île et de repérer les dynamiques existantes (initiatives individuelles et collectives, associations économiques, culturelles, etc.) ;
- des entretiens semi-directifs sur déclaration auprès de chefs de ménage permettant de connaître :
    * la composition du ménage
    * les dotations en facteurs
    * les activités agricoles et non agricoles, notamment salariées
    * les transferts sociaux et familiaux
    * la destination des productions (autoconsommation, ventes, dons) et les conditions de commercialisation
    * leurs résultats en termes de volumes produits (valorisés au prix de vente réel ou prix du marché pour l'autoconsommation) ou de recettes
    * les principaux postes de dépenses pour l'alimentation, l'entretien des véhicules et matériels, les services (téléphone, électricité)
    * les projets du chef de famille et l'avenir souhaité pour ses enfants.

Le traitement de ces informations permet d'estimer les revenus monétaires et en nature, agricoles et non agricoles et, en ce qui concerne les activités d'agriculture, d'élevage, pêche et chasse, la part respective des différents produits. Les revenus des activités sont estimés en net en déduisant les coûts directs et d'amortissement des matériels.

Ces informations après traitement permettront de caractériser les systèmes d'activités au niveau global, puis île par île et d'élaborer une typologie en fonction des palettes d'activités et de revenus composites qui auront été identifiés.

2.2 L'enquête à Tahiti

L'enquête à Tahiti auprès des familles marquisiennes vise à disposer d'une information complémentaire sur les flux d'échanges de produits et plus particulièrement à mieux comprendre le fonctionnement des systèmes de dons et contre-dons existants entre membres de la famille basés respectivement dans l'archipel et à Tahiti.

Elle repose sur un questionnaire permettant de relever :

- les produits reçus des Marquises : les quantités, l'expéditeur, la fréquence, les modes de transport et de conditionnement, le payeur du fret, les problèmes de transport (avaries, manquants) ;
- l'utilisation des produits reçus : autoconsommation, redistribution, vente ;
- les produits expédiés aux Marquises : produits alimentaires ou autres ;
- les contreparties éventuelles aux produits reçus hors produits expédiés : argent, services rendus et types
- les caractéristiques de l'enquêté : taille du ménage, lieu de naissance, nombre de voyages aux Marquises par an, niveau de formation et catégorie professionnelle.

- ANNEXES -

Annexe 1 : Systèmes d'activités, organisations et valorisation des produits agricoles en Polynésie française (SOVAL). Proposition d'étude

Vincent Baron et Bruno Losch
Décembre 2001

1 Le contexte

L'agriculture de la Polynésie française est à l'image d'un pays caractérisé par son isolement, sa dispersion géographique et la concentration de 75% de sa population sur l'un des cinq archipels, les Îles du Vent.

La production est concentrée pour plus de 55% de sa valeur dans ce même archipel et constituée à plus de 70% de produits issus des productions maraîchères, fruitières et animales. Dans le cas des productions maraîchères, vivrières et fruitières, l'étude sur la commercialisation et la consommation de ces produits menée conjointement par le SDR et le Cirad a permis de montrer l'importance de l'autoconsommation et des échanges informels qui représenteraient 70% de la consommation des produits de ces trois secteurs. Quant aux volumes commercialisés, ils sont caractérisés par une offre très atomisée et des circuits courts et directs entre producteurs et distributeurs de détail.

En revanche les îles et archipels éloignés de Tahiti se caractérisent par des difficultés d'approvisionnement et d'écoulement de leurs produits. C'est notamment le cas pour les îles Marquises où la collecte des produits frais et plus généralement la commercialisation des productions vers le marché principal de Tahiti rencontrent de nombreux problèmes. Distantes de plus de 1400 km de Tahiti, les îles Marquises ne comptent que 8.000 habitants dispersés sur six îles habitées regroupées en deux sous ensembles (Nuku Hiva, Ua Huka et Ua Pou au Nord et Hiva Oa, Tahuata et Fatu Hiva au Sud).

Selon le recensement agricole de 1995, la production agricole est orientée principalement vers l'élevage extensif et, dans le domaine des productions végétales, vers les productions fruitières.

L'analyse des données montre cependant que la quasi-totalité des producteurs sont des pluriactifs et que leur activité principale n'est souvent pas agricole. L'agriculture aux Marquises n'est ainsi que l'une des composantes d'une palette d'activités et de revenus plus large (commerce, artisanat, première transformation, salariat, transferts sociaux) qui conditionne l'investissement en capital et en travail, les choix techniques de production et les modes de mise en marché et de valorisation des produits.

Ces particularités du contexte en regard de la production et de la commercialisation, caractéristiques du contraste entre Tahiti et les archipels, se manifestent également dans le domaine des organisations de producteurs dont la faiblesse ne correspond pas à l'importance des réseaux sociaux. Cette difficile structuration du milieu agricole fait écho à une situation plus générale, propre à la Polynésie française, marquée par la faiblesse des organisations professionnelles agricoles, et qui renvoie au contexte socio-économique local et à son histoire.

2 Objectifs du programme

Le programme proposé porte sur la mise en œuvre des deux études articulées visant à replacer les dynamiques locales dans leur contexte plus général, tant en matière de valorisation des productions par la transformation et la commercialisation qu'en matière de structuration professionnelle agricole.

La première étude portera sur le cas particulier de l'archipel des Marquises mais intégrera les réseaux économiques et sociaux propres à la communauté marquisienne installée à Tahiti. Elle se propose d'apporter des réponses aux questions suivantes :

- Quels sont les systèmes d'activités qui conditionnent les stratégies des producteurs des Marquises en termes de :
  - Choix de production et de techniques
  - Valorisation et mise en marché des productions agricoles
- Quelles sont les dynamiques organisationnelles existantes en matière de production, de valorisation et de commercialisation au niveau de l'archipel et leurs liens et prolongements avec le reste du territoire.

La seconde étude visera à éclairer les conditions de la structuration de la profession agricole en Polynésie française. Elle s'intéressera aux Îles du Vent qui pèsent fortement dans les grands agrégats agricoles mais qui sont aussi le siège des différentes organisations représentatives du fait de la présence de la capitale du territoire, Papeete. Cette étude portera un regard rétrospectif sur les grandes étapes de l'organisation professionnelle agricole en Polynésie française, analysera les principaux types d'organisations (à vocation économique ou représentative) et dressera un premier état des lieux sur les points forts, les faiblesses et les handicaps de la profession agricole.

3 Les travaux disponibles

Diverses études ont déjà été menées sur les systèmes de production aux Marquises, d'autres études relevant d'une approche sectorielle ont permis de mieux cerner les filières des productions fruitières, forestières et du coprah.

Il faut citer également l'étude sur la commercialisation des fruits, légumes et vivriers menée par le Cirad et le SDR, ainsi que les données du RGA et l'enquête budget des ménages de l'ISPF.

D'autres études plus anciennes, telles que l'examen des freins au développement de l'agriculture polynésienne, qui ont recensé les organisations existantes, serviront de point de référence pour le diagnostic.

4 La proposition d'intervention

Le programme s'articule autour des deux études et comprend une restitution qui sera l'occasion d'une synthèse à caractère plus général :

I. Une étude des systèmes d'activités, des organisations et de la valorisation des productions dans l'archipel des Marquises avec enquêtes dans deux situations (groupe d'îles du nord et groupe du sud) et à Tahiti.

II. Un diagnostic de la structuration professionnelle en Polynésie française avec enquête aux îles du Vent.

III. Une synthèse générale présentée lors de la restitution qui sera l'occasion d'organiser une discussion à partir de l'éclairage porté sur l'état des lieux, de réfléchir à des propositions d'actions (types d'appui, information, formation, etc.) et de définir d'éventuels programmes de recherche-action.

Tableau 1 - Les volets d'enquête proposés

<table>
<tr><th>I. Étude systèmes d'activités, organisations et valorisation des produits agricoles aux Marquises</th><th>II. Enquête réseaux marquisiens d'écoulement et valorisation des produits sur Tahiti</th><th>III. Diagnostic des organisations agricoles sur les Îles du Vent</th></tr>
<tr><td>Mise en place de l'étude en avril 2002, un économiste, 10 jours en avril</td><td rowspan="2">Deux stagiaires UPF, unité de PM. Decoudras sur une période de deux mois</td><td rowspan="2">Un économiste filière et un sociologue ou économiste des organisations deux semaines en Juin Juillet</td></tr>
<tr><td>Deux stagiaires CNEARC.
Enquête sur deux localisations groupe des îles du nord et groupe sud</td></tr>
<tr><td colspan="3">IV. Restitution
Un économiste filière et un sociologue ou un économiste des organisations, une semaine en Octobre ou novembre 2002</td></tr>
</table>

5 La composition de l'équipe

Nous proposons que l'équipe soit constituée des profils suivants :

- 1 économiste filière
- 1 sociologue ou 1 économiste spécialiste des dynamiques d'organisations
- 2 stagiaires CNEARC (ESAT) sur les systèmes d'activités des producteurs et la valorisation des productions
- 2 stagiaires niveau maîtrise sur les réseaux d'organisation de la commercialisation à Tahiti

Annexe 2 : Contacts

1 Contacts réalisés durant la mission de Bruno Losch du 22 au 27 novembre 2001

1.1 Ministère de l'agriculture (Minagri) :

a)- Cabinet du ministre :

- Patricia Lichon, directrice de cabinet
- Augustine Shan Sei Fan, conseiller technique
- Emmanuel Nauta, conseiller technique

b)- Service du développement rural :

- Yolande Vernaudon, chef du Service du Développement Rural
- Pierre Labadie, adjoint du chef du Service du Développement Rural
- Patrice Perrin, chef du département développement de l'agriculture
- Bertrand Dubray, chef du département développement de l'élevage
- Philippe Raust, chargé de mission au Service du Développement Rural

1.2 Chambre d'agriculture, de l'élevage et de la pêche lagonnaire (CAEPL) :

- JP. Vialle, secrétaire général

1.3 Organisations professionnelles :

- Vaia Stein, président du Syndicat des aviculteurs et de la coopérative AVICOOP
- Terii Valo et Tetuanui, Polynesian Fresh Tuna
- Stanley Drollet, président du Syndicat des agrumiculteurs
- Françoise Henry, secrétaire du Syndicat des agrumiculteurs
- Bernard Henry, producteur d'agrumes

1.4 Formation :

- Pierre-Marie Decoudras, professeur, UPF (Université de Polynésie française)
- Bruno Rozier, directeur CFPPA (Centre de formation prof. et de promotion agricole)
- Christophe Bernard, resp. formation continue CFPPA

2 Contacts réalisés durant la mission de Bruno Losch du 11 au 23 mai 2002

2.1 Ministère de l'agriculture (Minagri) :

a)- Cabinet du ministre :

- Patricia Lichon, directrice de cabinet
- Augustine Shan Sei Fan, conseiller technique

b)- Service du développement rural :

- Jean-Louis Ancèze, chef du service
- Philippe Couraud, département développement de l'agriculture et du département Aménagement et équipement rural.
- Patrice Perrin, département Études économiques et législation.
- Sylviane Fauvet, service du développement agricole.
- Christian Butin, chef du secteur agricole des îles Marquises, Taïohae

2.2 Ministère de l'économie, des finances et du plan (Minefp) :

- Geneviève Pieroni, chef du service des affaires économiques
- Bertrand Buffière, ISPF (Institut statistique de Polynésie française)
- Jacques Benoit, ISPF
- Paul de Villers, service du plan (étude stratégies de développement des archipels)
- Juanita Clément, service du plan

2.3 Formation :

- Pierre-Marie Decoudras, professeur, UPF (Université de Polynésie française)

2.4 Contacts durant la mission à Ua Pou (Îles marquises):

- Joseph Kaya, maire de la commune de Ua Pou
- Toti Teikiehuupoko, membre de l'Académie marquisienne de culture
- agriculteurs de Hakahau, Hohoï et Hakahetau
- SDR Hakahau

3 Contacts réalisés durant la mission de Bruno Losch du 27 juillet au 6 août 2002

3.1 Ministère de l'agriculture et de l'Élevage (MAE) :

a)- Cabinet du ministre :

- Patricia Lichon, directrice de cabinet
- Augustine Shan Sei Fan, conseiller technique

b)- Service du développement rural :

- Jean-Louis Ancèze, Chef du service
- Philippe Couraud, chef du département du développement agricole
- Sylviane Fauvet, département du développement agricole
- Philippe Raust, chargé de mission au Service du Développement Rural

3.2 Vice-présidence du gouvernement :

- Yolande Vernaudon, conseiller technique au cabinet, chargée de la déconcentration administrative
- Arnaud Lerebours, conseiller technique au cabinet, chargée du développement des archipels

4 Contacts durant la mission à Hiva Oa (Îles Marquises) :

- Yves Bertin, Cirad, responsable du projet "Appui aux producteurs fruitiers des Marquises".
- agriculteurs de Puamau et Hanaiapa
- SDR Atuona, Hiva Oa

Annexe 3 : Programmes des missions[8]

1 Déroulement de la mission du 22 au 27 novembre 2001

Jeudi 22/11 :
- Arrivée de Paris
- Réunion au SDR avec Yolande Vernaudon (chef du service), Pierre Labadie (adjoint), Patrice Perrin (chef du département du développement agricole) et Philippe Raust

Vendredi 23/11 :
- Réunion au Cirad avec Vincent Baron (délégué) et Patrice Perrin (SDR)
- Réunion à la Chambre (CAEPL) avec JP. Vialle (secrétaire général), V. Baron, Y. Vernaudon et 4 animateurs de la CAEPL
- Réunion au SDR avec Yolande Vernaudon, Patrice Perrin, Bertrand Dubray (chef du service du développement de l'élevage) et Vaia Stein (président du Syndicat des aviculteurs et de la coopérative AVICOOP)
- Réunion au cabinet du ministère de l'agriculture avec Patricia Lichon (directrice de cabinet), Augustine Shan Sei Fan et Emmanuel Naouta (conseillers techniques) et Yolande Vernaudon
- Réunion au Cirad avec Terii Valo et Tetuani (coopérative Polynesian Fresh Tuna)

Samedi 24/11 :
- Réunion et documentation au Cirad avec Vincent Baron

Lundi 26/11 :
- Réunion au Cirad avec Pierre-Marie Decoudras (UPF), Bruno Rozier et Christophe Bernard (CFPPA), Y. Vernaudon et Patrice Perrin (SDR)
- Entretien avec le Syndicat des agrumiculteurs à Taravao (Stanley Drollet, président ; Françoise Henry, secrétaire et Bernard Henry)

Mardi 27/11 :
- Départ pour Paris et Montpellier

[8] A l'exception de la visite à Hiva Oa en juillet, l'ensemble des visites, réunions et entretiens a été réalisé avec Vincent Baron.

2 Déroulement de la mission du 11 au 23 mai 2002

Samedi 11/5 :
- Arrivée de Nouméa (7:30)
- Réunion de travail avec Vincent Baron (délégué Cirad) et Xavier Talem (stagiaire Cirad-Cnearc)

Dimanche 12/5 :
- Documentation
- Tournée Tahiti avec Vincent Baron et Xavier Talem

Lundi 13/5 :
- réunion avec Pierre-Marie Decoudras à l'UPF : organisation des stages UPF
- réunion avec Paul de Villers et Juanita Clément au service du plan : présentation de l'étude sur les stratégies de développement des archipels

Mardi 14/5 :
- Réunion au SDR avec Jean-Louis Ancèze (directeur) et Philippe Couraud (chef du service du développement agricole)
- Entretien avec Sylviane Fauvet
- Réunion au cabinet du ministère de l'agriculture avec Patricia Lichon (directrice de cabinet), Jean-Louis Ancèze, Augustine Shan Sei Fan (conseiller technique) et Geneviève Pieroni (Minefp)

Mercredi 15/5 :
- Voyage Papeete - Nuku Hiva - Ua Pou avec Vincent Baron et Xavier Talem
- Réunion à la mairie de Ua Pou avec Joseph Kaya, maire de la commune

Jeudi 16/5 :
- Tournée Hakahahau et préparation des enquêtes

Vendredi 17/5 :
- Tournée Hohoï, premières enquêtes et conception du questionnaire

Samedi 18/5 :
- Tournée Hakahetau, enquêtes et contact avec le GIE

Dimanche 19/5 :
- Voyage Ua Pou - Nuku Hiva
- Contact avec Ch. Butin, SDR, chef de la subdivision des îles Marquises

Lundi 20/5 :
- Voyage Nuku Hiva - Papeete

Mardi 21/5 :
- Réunion avec Pierre-Marie Decoudras (UPF) au Cirad
- Réunion au SDR avec Jean-Louis Ancèze, Philippe Couraud et Patricia Lichon

Mercredi 22/5 :
- Réunion à l'ISPF (Institut statistique de Polynésie française) avec Bertrand Buffière et Jacques Benoit

Jeudi 23/5 :
- Départ pour Paris et Montpellier

3 Déroulement de la mission du 27 juillet au 6 août 2002

Samedi 27/7 :
- Arrivée de Nouméa (7:30)

Dimanche 28/7 :
- Voyage Papeete - Nuku Hiva - Hiva Oa
- Réunion de travail avec Xavier Talem (Cirad-Cnearc)

Lundi 29/7 :
- Tournée et enquêtes à Puamau

Mardi 30/7 :
- Tournée et enquêtes à Hanaiapa
- Entretien avec Yves Bertin (Cirad, projet "appui aux producteurs de fruits des Marquises)

Mercredi 31/7 :
- Travaux sur enquêtes à Atuona avec Xavier Talem

Jeudi 1/8 :
- Voyage Hiva Oa - Nuku Hiva - Papeete

Vendredi 2/8 :
- Réunion au cabinet de la vice-présidence du gouvernement avec Yolande Vernaudon (conseiller technique pour la déconcentration administrative) et Arnaud Lerebours (conseiller technique pour le développement des archipels)
- Réunion au Cirad avec Saïdy Garbutt, étudiant-stagiaire de l'UPF au sujet de l'enquête sur la commercialisation des produits marquisiens à Tahiti
- Réunion au SDR avec Jean-Louis Ancèze, Philippe Couraud, Philippe Raust et Sylviane Fauvet

Samedi 3/8 et Dimanche 4/8 :
- Préparation du rapport d'étape

Lundi 5/8 :
- Séance de travail avec V. Baron

Mardi 6/8 :
- Départ pour Los Angeles